

Rentrée : Le besoin de l'int

Depuis le désaveu net de la politique de la droite, lors des élections municipales et cantonales - et cela à peine un an après le succès de Sarkozy à la présidentielle - le mécontentement s'amplifie.

Il côtoie dans les esprits de nombreuses inquiétudes, liées à la situation internationale marquée par de nouvelles tensions, à la situation économique avec les menaces de récession, à la situation sociale cristallisée autour de la faiblesse du pouvoir d'achat, et même à la situation politique, tant la droite, pourtant désavouée au plan local comme dans les enquêtes de popularité, semble seule, aujourd'hui, à pouvoir conduire les affaires du pays.

En cette rentrée, nous sommes donc face à l'impérieuse nécessité de construire de la confiance et de l'espoir. Et les communistes peuvent contribuer à lever les blocages qui freinent les luttes, par des initiatives politiques démontrant en permanence qu'il y a des alternatives, réelles et crédibles, aux choix patronaux et à ceux du pouvoir actuel, et initier des rassemblements permettant de les faire avancer.

La gauche est traversée par des débats de fond, souvent masqués par des « combats de chefs », apparaissant comme de nouvelles divisions, laissant à beaucoup le sentiment de se retrouver seuls et démunis, face à un rouleau compresseur de mesures antisociales. Il y a donc nécessité de travailler à tout ce qui peut l'unir.

Ainsi, puisque toutes les forces de gauche sont d'accord sur une telle proposition, faisons de l'annulation du paquet fiscal et de l'obtention de 14 milliards d'euros pour les familles, une grande mobilisation populaire, unitaire, de toute la gauche. Une autre utilisation de ces fonds publics, pour soutenir la croissance, l'emploi, les services publics est nécessaire.

Dans le même temps, suspendre la nécessaire riposte à la réalisation d'alliances, de constructions politiques parfois hypothétiques ou autres fronts, renverrait à plus tard les initiatives politiques attendues, avec le risque d'accroître les sentiments d'impuissance et de fatalité.

L'intervention propre des communistes est donc une des clefs de la situation. Les préoccupations populaires sont des points d'appui pour initier de larges rassemblements. L'accueil reçu lors des initiatives engagées sur la question du pouvoir d'achat nous invite à multiplier les rencontres sur les marchés, aux portes des commerces, dans les entreprises, autour de notre lettre-pétition adressée au

Président de la République, en vue des rassemblements du 26 septembre prochain.

Avec l'ambition de contribuer à un mouvement suffisamment puissant pour obtenir l'ouverture de négociations salariales et une baisse des prix des produits de première nécessité. **En développant de façon décomplexée nos propositions de porter le SMIC à 1500 euros et d'augmenter tous les salaires car celles-ci peuvent trouver un nouvel écho dans les préoccupations actuelles. En s'adressant aussi aux forces politiques, syndicales, associatives...** avec la volonté de faire grandir un débat populaire sur les choix à faire, les leviers à actionner en France et en Europe, pour desserrer l'étau qui verrouille les salaires.

Cela concerne particulièrement la question du crédit et des banques qu'il faut chercher à mobiliser dès le niveau régional avec des Fonds publics pour l'investissement créateur d'emplois et de formation, au niveau national avec un pôle public bancaire et financier comme au niveau européen avec une réorientation très profonde des missions et de la politique de la BCE.

Des batailles déterminées sont aussi à engager sur le terrain des choix des entreprises, avec les salariés, les élus et les habitants des territoires concernés. Je pense notamment à la décision de Renault de détruire 5000 emplois en Europe, décision qui frappe de plein fouet le site de Sandouville, en Seine-Maritime - où 1000 suppressions de postes sont annoncées - et fait peser de lourdes menaces sur d'autres sites, comme celui de Flins.

Batailles dénonciatrices de la logique financière d'un groupe comme Renault, dont les profits ont augmenté de 36,7% au 1er semestre 2008. Bataille idéologique et organisation de l'action pour faire reculer l'idée que le « risque doit être rémunéré » quand, précisément, tous les risques sont supportés par les salariés et les régions, et alors qu'il faut absolument financer un grand essor des capacités humaines (recherche, formation, qualification, salaires...)

Bataille économique sur la dangerosité, dans un contexte de crise financière, de crise de l'industrie automobile, de choix qui enserrant davantage l'entreprise, en fragilisant sa base nationale, alors que de l'aveu même du PDG de Renault, le marché est, en France, plus résistant qu'ailleurs.

Bataille offensive, permettant de dépasser la légitime aspiration de nombreux salariés âgés de plus de 55 ans, usés par des conditions de travail détériorées et un stress permanent, à partir en retraite, pour porter

Intervention des communistes

le débat sur la nécessité de la sauvegarde et du développement de l'outil industriel en France, des emplois, des qualifications et des recherches qui lui sont liés. Pour faire valoir la volonté de créer des richesses, ici, pour répondre aux besoins actuels et à venir, à l'aube de mutations profondes dans l'automobile, dans la propulsion, dans la composition des matériaux, dans l'utilisation de nouvelles techniques, pour répondre à un développement durable.

Les communistes s'engagent dans cette bataille comme dans une véritable campagne, sur le long terme. A partir de l'exigence immédiate d'attribution d'un autre modèle à Sandouville, aujourd'hui quasi-exclusivement concentré sur la production de la Laguna 3. Une exigence partagée, notamment par les syndicats, qui peut permettre de rassembler les salariés de Renault, des équipementiers automobiles, la population de la région, les forces politiques de gauche, ...

En interpellant l'Etat, qui demeure actionnaire de Renault et dispose de leviers économiques, fiscaux et sociaux, comme l'ont fait les deux députés communistes de Seine-Maritime. En nous appuyant sur les attentes que Sarkozy a lui-même participé à faire grandir en disant refuser « une France sans usine » - de la même manière qu'il s'est posé en « candidat du pouvoir d'achat » et du « volontarisme politique ». en exigeant une transformation des relations entre Renault, ses sous-traitants et ses banques pour sécuriser l'emploi, la formation, les revenus des salariés et des populations, promouvoir de nouvelles productions en coopération.

Avec l'ambition de promouvoir un nouveau développement industriel, anticipant les évolutions à venir et conjuguant développement économique, enjeux écologiques, sécurité et qualité de vie et de travail pour les salariés. L'audition de Carlos Ghosn, sollicitée par les parlementaires communistes, s'inscrit dans cette exigence de soumettre la politique du groupe à la représentation nationale. Tout comme la volonté de construire une politique industrielle régionale, donnant un nouvel essor au développement économique, en faveur de laquelle région et département, où les citoyens ont élu des majorités de gauche, doivent être mobilisées.

Au moment où la France préside l'Union, il y a également matière à prendre appui sur les revendications partagées par les salariés européens, à l'image de la lutte des salariés de Dacia, qui a rencontré un véritable écho chez « les Renault ». Pour démontrer que les Français ne sont pas arc-boutés sur leurs acquis,

à contre-courant de la marche de l'Europe où impuissants face à celle-ci, mais porteurs d'aspirations communes à un développement partagé contre leur mise en concurrence, qui dessinent les bases d'une nouvelle politique européenne, progressiste et sociale. Une visée qui appelle, à l'appui du développement de luttes communes, une profonde réorientation de la construction européenne.

Ces quelques aspects de la situation sociale de cette rentrée montrent combien riposte, propositions et rassemblement doivent être articulés au quotidien pour nourrir des luttes, avec l'ambition de contribuer à développer, en leur sein, les fondements d'une politique alternative.

Combien cela nous invite à être porteurs de notre propre projet, mais aussi à appréhender la réalité telle qu'elle se présente et à travailler notre ancrage dans les préoccupations populaires. Sans en prédéterminer la forme, ni les cadres, avec le souci d'être de plain-pied dans les attentes, les aspirations, les questionnements et les doutes.

En investissant les « espaces politiques » que sont l'entreprise, la commune, le département, la région, l'Etat ou l'Europe, comme autant de lieux où travailler toutes ces questions, et où créer les rapports de force nécessaires.

Cette fidélité à la « marque de fabrique » du communisme français, source de créativité et de crédibilité, source d'efficacité pour le combat transformateur, au cours de l'histoire commune qui nous lie au peuple français, peut mobiliser les communistes dans le travail de réflexion, d'analyse et de recherche que l'affaiblissement de notre influence électorale et idéologique commande.

Pas par nostalgie où devoir de continuité. **Mais, au moment où, plus encore peut-être que par le passé, l'inefficacité du capitalisme à répondre aux enjeux de notre époque appelle des transformations révolutionnaires, l'heure n'est-elle pas à mettre ce communisme à l'ordre du jour, et à inscrire tous nos gestes et tous nos actes politiques dans cette ambition assumée ?**



Céline Brulin
secrétaire départementale
de Seine-Maritime du PCF